

L'ABRI
ANTI-CENSURE

Premier espace dédié aux **journalistes** et **blogueurs** pour apprendre à contourner la censure, sécuriser leurs communications et conserver leur anonymat en ligne.

47 rue Vivienne - 75002 Paris
Renseignements : abri@rsf.org / 01 44 83 84 84
Entrée libre sur réservation
Du lundi au vendredi, de 10h à 18h

Avec le soutien de la Mairie de Paris, Reporters sans frontières a inauguré, le 24 juin 2010, dans ses locaux, le premier «Abri anti-censure», un espace destiné aux journalistes, blogueurs et dissidents réfugiés ou de passage à Paris. A l'heure où le filtrage et la surveillance du Net se généralisent, Reporters sans frontières s'engage activement en faveur d'un Internet libre et accessible à tous, en fournissant aux victimes de la censure les moyens de protéger leurs informations en ligne. Reporters sans frontières et l'entreprise de sécurité des communications XeroBank, dans le cadre d'un partenariat, mettent gratuitement à disposition des utilisateurs de l'Abri et de leurs contacts à l'étranger des services anonymes à haute vitesse, comprenant e-mail chiffré et accès au World Wide Web. Dans un second temps, cet abri anti-censure permettra d'héberger - via un site Internet dédié - des contenus censurés.

Le courrier

de Reporters sans frontières

Publication trimestrielle
Prix 1,5 € - Abonnement un an : 5 €
Commission paritaire n° 1209 G 85769
Directeur de la publication : Jean-François Julliard
Rédacteur en chef : Daniel Junqua assisté de Delphine de Peretti
Réalisation et impression : Editions Mimosa
262, avenue Maurice Planès - 34077 Montpellier
Edité par Reporters sans frontières
Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique
47, rue Vivienne - 75002 Paris
Tél : 01 44 83 84 84 - Mail : rsf@rsf.org - Site : www.rsf.org

Le 21 juin se déroulait l'assemblée générale de Reporters sans frontières à Paris. Ont été alors approuvés les rapports d'activité, moral et financier. Le nouveau système d'adhésion, le rapport du commissaire aux comptes ainsi que le règlement intérieur ont également été adoptés à l'unanimité. Les adhérents ont voté pour le renouvellement des administrateurs sortants. Jean-Michel Boissier, Dominique Gerbaud, Daniel Junqua et Jacqueline Papet ont été réélus pour un mandat de deux ans. Lire la suite page 2

Le courrier

NUMÉRO 25
JUN
JUILLET
AOÛT 2010
PRIX : 1,50 €

de Reporters sans frontières

25 ans, c'est l'âge où après s'être émancipé et avoir quitté ses parents, on se pose des questions existentielles. 25 ans, c'est un temps où l'on prend des résolutions et où l'on se donne les moyens d'affronter la réalité. C'est un peu ce qui nous arrive à Reporters sans frontières. Notre fondateur, Robert Ménard, nous a laissé les rênes d'une grande maison en nous disant : «À vous de jouer !» Nous l'avons fait.

Sachez d'abord que Reporters sans frontières est dans de bonnes mains. Accédant à la présidence de l'association en octobre dernier, c'est ce qui m'a impressionné d'emblée : la compétence des salariés et l'engagement à leur tête de Jean-François Julliard, nouveau directeur général et secrétaire international. Dans une ONG comme la nôtre, il ne suffit pas d'avoir du cœur et des bons sentiments - même s'il en faut -, il ne suffit pas d'être dévoué à la bonne cause. Il faut être bon, excellent dans son domaine, parfaitement bilingue dans le secteur que l'on couvre, inventif pour se faire connaître et être relayé dans les médias, artiste pour concevoir les albums qui assurent plus de la moitié de notre financement, pointilleux pour pouvoir affronter, la tête haute et sans dégâts, comme ce fut le cas, le contrôle de l'URSSAF. Il faut être généreux pour accueillir les journalistes réfugiés en France en les aidant à gérer le traumatisme de l'exil et il faut être solide pour encaisser les insultes d'un journaliste iranien reprochant à RSF de n'avoir rien prévu pour le transfert de son chien.

Oui, c'est cela Reporters sans frontières, une équipe dont nous pouvons, dont vous pouvez être fiers ! Et au moment de penser à ce rapport moral, c'est d'abord la fierté qui nous habite. Surtout pas l'autosatisfaction, non, simplement le sentiment que l'on a bien fait ce qui était à faire. Vous avez sûrement des interrogations, des doutes, peut-être des critiques sur l'action de RSF. Nous y répondrons.

Avant cela, je veux vous dire à quel point RSF est utile et comment nous évoluons.

Utile parce que jamais la presse n'a été aussi menacée. Nous le disons chaque année, mais le rapport d'activité de Jean-François Julliard le démontre, la liberté de la presse est vraiment en danger. J'ai l'impression que les dic-tateurs ont beaucoup plus peur des journalistes que des militaires. Ils redoutent davantage une enquête, des révélations sur la corruption qu'un coup d'Etat militaire. Et du coup, les journalistes n'ont jamais été autant surveillés, contrôlés, embastillés, expulsés et contraints à l'exil. Tout cela nous met du pain sur la planche et justifie l'intuition de Robert Ménard, il y a 25 ans, de créer une ONG pour

défendre, non pas tant les journalistes, que la liberté de la presse.

Vous avez compris, ce ne sont pas les journalistes que nous devons défendre, mais une certaine idée de la liberté d'informer. Je prends un exemple : lorsque des journalistes camerounais publient, sur une pleine page, une liste de personnes présen-

tées comme homosexuelles et qu'ensuite, ils nous demandent de les soutenir parce qu'ils sont poursuivis en justice, nous disons non. RSF défend la liberté d'information, pas la liberté de délation.

Nous ne devons pas nous égarer sur de mauvais combats, même s'il n'est pas toujours facile de faire la part entre bons et mauvais combats ou de fixer des limites. En tout cas, jamais RSF n'a été aussi indispensable. Le nombre de journalistes tués - et nous, nous ne comptons que les journalistes tués dans l'exercice de leur travail de journaliste -, a augmenté de 26 % avec 76 tués. C'est bien simple, tous nos indicateurs sont au rouge sauf un, celui des journalistes arrêtés qui diminue légèrement. Tout le reste augmente : les journalistes agressés, menacés, enlevés, censurés. Jamais ils n'ont, semble-t-il, autant gêné et effrayé les dirigeants sans scrupule.

Dominique Gerbaud - Président

Lire la suite page 3

É D I T O

Mission
remplie
la lutte
continue

Le cinéma «Grand Action», rue des Ecoles, à Paris, a servi une nouvelle fois de cadre, le 21 juin 2010, à l'assemblée générale de l'association. Le rituel propre à ce genre de réunion a été rigoureusement respecté. Les participants ont écouté le rapport moral du président, Dominique Gerbaud, qui se livrait pour la première fois à cet exercice (*voir l'édito*), le rapport d'activité du directeur général Jean-François Julliard (*lire ci-dessous*) et les informations précises et détaillées fournies par le trésorier, Jean-Michel Boissier (*ci-contre*). Ces différentes interventions ont mis en lumière la bonne santé de l'organisation, présente et combative en 2009 sur tous les fronts, sans oublier l'Europe, et une situation financière saine puisque l'année s'est terminée avec des comptes proches de l'équilibre. Les rapports ont été adoptés. Les quatre administrateurs sortants, tous membres du bureau, ont vu leur mandat renouvelé. L'assemblée a enfin adopté une réforme du dispositif des cotisations, harmonisées et simplifiées. Les adhérents, et les amis invités pour la circonstance, ont ensuite pu voir le film «La Vida Loca», de Christian Poveda à qui un hommage a été rendu.

Afghanistan, Corée, Erythrée, Iran, Gaza, Maghreb, Italie...

Reporters sans frontières s'est engagée en 2009 sur tous les fronts

Après une année 2008 placée sous le signe de la Chine et des Jeux olympiques, 2009 aura été très marquée par les événements en Iran. Le 3 mai, Journée internationale de la liberté de la presse, nous avons concentré nos efforts sur la défense des journalistes emprisonnés dans ce pays. Notre mobilisation a porté ses fruits avec la libération de Roxana Saberi, une jeune journaliste américano-iranienne, injustement emprisonnée alors qu'elle réalisait un documentaire sur son pays d'origine. Pour la première fois, des militants de Reporters sans frontières ont entamé une grève de la faim en solidarité avec elle, à Paris, New-York, Washington et Bruxelles notamment.

En juin, la réélection très contestée du président Mahmoud Ahmadinejad et les manifestations qui s'en sont suivies ont abouti à une vague sans précédent d'emprisonnements de journalistes et de militants des droits de l'homme. Au cours des mois suivants, nous avons mis en place un dispositif d'accueil des journalistes iraniens de grande ampleur. Nous avons convaincu les autorités françaises d'abord, puis américaines et australiennes, de délivrer des visas à des journalistes iraniens contraints de fuir leur pays. Cet exode nous a conduits à professionnaliser notre programme d'assistance et nous sommes désormais capables d'aider les journalistes en détresse beaucoup plus rapidement et beaucoup plus efficacement.

Gaza : mission, rapport et Livre noir

La guerre dans la bande de Gaza, en tout début d'année 2009, a donné lieu à de multiples publications et actions. Outre un rapport de mission, commenté et critiqué publiquement par les autorités israéliennes et palestiniennes, nous avons édité, avec La Découverte, un Livre noir sur les violations des droits de l'homme à Gaza. Publié en français, il fait l'objet d'une traduction en italien. Nous avons également apporté un soutien moral et financier aux journalistes palestiniens profondément affectés par les bombardements.

En 2009 toujours, Reporters sans frontières a permis le lancement de Radio Erena, première radio érythréenne en exil. Cette station émet chaque jour par satellite à destination de l'Erythrée et offre un contenu indépendant, radicalement différent de celui délivré par les médias officiels. Malgré l'impossibilité de réaliser des sondages d'audience sur place, nous avons reçu plusieurs messages confirmant que la station était bel et bien écoutée dans le pays.

À l'automne, priorité a été donnée au Maghreb. Trois déplacements ont été effectués en Algérie, au Maroc et en Tunisie pour soutenir les journalistes indépendants qui travaillent dans des conditions très difficiles. Chaque fois, un contact a été établi avec les autorités pour attirer leur attention sur la dégradation de l'état de la liberté de la presse dans leur pays. La suspension du *Journal*, à Casablanca, et l'emprisonnement de Taoufik Ben Brik, à Tunis, deux symboles de la presse indépendante du Maghreb, ont suscité des condamnations de plusieurs gouvernements.

Corée : mobilisation pour Euna Lee et Laura Ling

Nous nous sommes également beaucoup mobilisés pour Euna Lee et Laura Ling, deux journalistes américaines arrêtées en Corée du Nord et condamnées à 12 ans de prison. Nous avons organisé plusieurs événements en Europe et en Amérique du Nord. Après leur libération, Lisa Ling, la sœur de Laura, journaliste très connue aux États-Unis, a rejoint le board américain de Reporters sans frontières.

En Europe aussi, les préoccupations ont été multiples et Reporters sans frontières a renforcé son action. Nous avons participé à la manifestation organisée en Italie, en octobre, pour dénoncer les attaques de Silvio Berlusconi contre la presse indépendante. Avec environ 100 000 participants, cette manifestation a sans doute été la plus importante jamais organisée dans le monde pour défendre la liberté de la presse. À l'occasion de la publication de notre classement



Roxana Saberi

© AFP PHOTO/BEHROUZ MEHRI

mondial, nous avons également attiré l'attention sur le recul de plusieurs démocraties européennes : la Bulgarie, la Slovaquie et la France notamment.

Puis l'année s'est terminée sur de bien mauvaises nouvelles avec la mort de la reporter canadienne Michelle Lang en Afghanistan, le 30 décembre 2009, et l'enlèvement, le même jour, des deux journalistes français Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, avec leurs trois accompagnateurs afghans.

Dans le domaine de la communication, 2009 a été l'occasion de redonner vie à un partenariat historique avec la Fnac. L'enseigne est désormais associée à notre prix annuel.

Enfin, Reporters sans frontières a mis en place son Comité juridique. Cette structure inédite rassemble les experts juridiques (avocats, magistrats, juristes, professeurs de droit, etc.) qui aident Reporters sans frontières. Ce comité doit permettre à l'organisation d'être plus active et plus efficace dans le domaine juridique (étude des lois, propositions de réformes législatives, etc.) et judiciaire (constitutions de parties civiles, accompagnements des plaintes déposées par des victimes, etc.). Sur le même modèle, en 2010, devraient être lancés un Comité d'éthique et un Comité technique chargé de travailler sur les questions de contournement de la censure sur Internet.

Jean-François Julliard
Directeur général

Mission remplie, la lutte continue

Suite de la page 1

Ce qui augmente le plus, ce sont les arrestations de blogueurs et net-citoyens. Plus 155 % en un an. Ce qui nous demande, très vite, de nous consacrer encore davantage à cet aspect de la liberté de la presse. Avec des problèmes dont je n'avais pas conscience en prenant cette présidence, pour définir, par exemple, à partir de quand un blogueur qui s'amuse sur la Toile et émet une opinion devient un journaliste et mérite d'être défendu ? Faut-il arrêter des critères du blogueur-journaliste ?

C'est pour approfondir ce genre de débats que j'ai confié à Fabrice Drouelle, vice-président, un rapport sur ce que devraient être les missions de RSF dans quinze ans. Il est en pleine consultation, notamment auprès des journalistes, mais pas seulement, et l'une de ses découvertes est la demande, très souvent exprimée, que Reporters sans frontières s'implique davantage dans les questions d'éthique journalistique, notamment en France. Parce que nous sommes reconnus, appréciés et légitimes pour poser la question de la liberté de la presse en France et des entraves à cette liberté.

C'est une boîte énorme que l'on ouvre et un chantier immense en perspective. Il nous faut réfléchir à la spécificité du rôle de notre association sur ces questions, sachant que d'autres mouvements et associations agissent en ce domaine et que, par ailleurs, RSF n'a pas vocation à se situer sur le terrain des syndicats.

C'est dans cet esprit que j'avais évoqué, au moment de prendre mes fonctions, la création d'un Comité d'éthique ou Comité consultatif qui nous aiderait à délimiter le périmètre d'intervention de RSF.

Comment enfin ne pas évoquer dans ce rapport moral la captivité de Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière et de leurs trois accompagnateurs afghans ? Vous avez sûrement noté que RSF a mis plus de temps pour démarrer la campagne en faveur de leur libération qu'elle ne l'avait fait pour les autres otages. Pourquoi ? Tout simplement parce que les familles et France Télévisions ont plaidé, voire imposé, la discrétion et le black-out sur les informations en provenance de Kaboul. Le silence pour ne pas faire monter le prix d'un otage, c'est un point de vue qui se respecte, surtout s'il est demandé par les familles. Nous l'avons respecté.

Jusqu'au moment où nous avons senti que nous devions prendre un peu de distance vis-à-vis de France Télévisions. Nous avons décidé, après avoir organisé trois manifestations de soutien à Paris, de nous rendre à Kaboul pour nous informer directement et apporter 200 de ces cartes de soutien que nous avons déposées dans plusieurs rédactions et qui nous avaient été renvoyées. Nous avons de bons espoirs que ces cartes soient remises aux otages.

Nous sommes également allés à Kaboul pour rencontrer des journalistes afghans, des personnalités influentes notamment au Conseil des

oulémas qui, après notre entretien et à notre demande, a lancé un appel pour la libération des otages. Enfin, nous y sommes allés pour rencontrer les familles des accompagnateurs afghans et leur remettre un peu d'argent car, depuis cinq mois, elles n'avaient rien reçu. Nous avons également confié à des radios locales afghanes des messages enregistrés par les familles des otages. Elles se sont engagées à les diffuser.

Où en sont les négociations ? Nous pouvons vous dire que les contacts entre les ravisseurs et des intermédiaires n'ont jamais été rompus et que, tout récemment, une liste de prisonniers taliban à libérer a été remise par les ravisseurs qui, jusqu'à présent, se refusaient à mettre des noms noir sur blanc. Nous en sommes là. Les choses ont donc un peu avancé et, dans le même temps, nous apprenons que le ministre de l'Intérieur afghan qui avait probablement un rôle dans cette négociation vient d'être remercié. Nous restons très mobilisés, un peu pris en tenaille entre les consignes de discrétion et le souhait de nombreux confrères de se remuer dans l'espoir que tout ce que l'on fait parviendra aux oreilles de nos confrères.

Voilà comment nous avons conçu notre rôle et nos actions, comment nous allons les poursuivre, avec votre accord, vos remarques, voire vos recommandations. Je vous remercie.

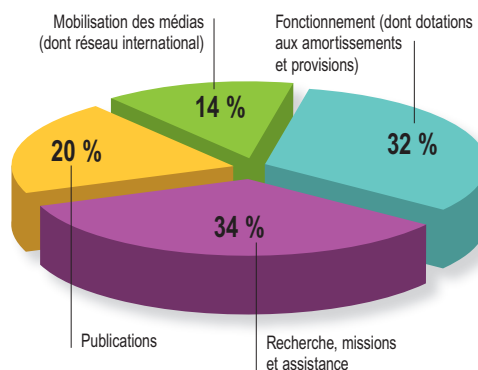
Dominique Gerbaud
Président

La situation financière est saine

Une bonne nouvelle : les comptes de Reporters sans frontières en 2009 sont quasiment à l'équilibre. Le total des produits s'est élevé à 3 845 000 euros et le total des charges à 3 857 000 euros soit une perte de 12 000 euros. L'année 2008 s'était soldée par une perte de 130 000 euros.

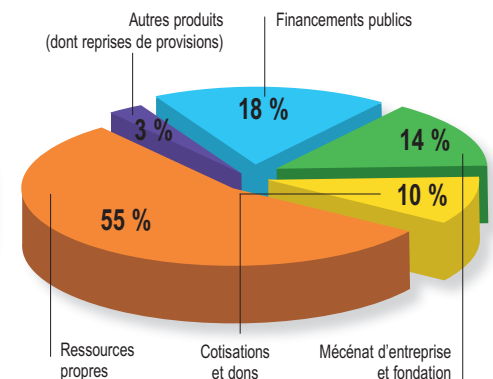
Quatre éléments significatifs caractérisent cet exercice. 1/ L'association a perdu son principal mécène, le laboratoire pharmaceutique Sanofi Aventis, qui a décidé de ne plus reconduire son soutien après la campagne Pékin 2008. 2/ RSF s'est vu attribuer le «Roland Berger Human Dignity Award», avec une dotation de 900 000 euros, cette somme étant répartie sur trois années à raison de 300 000 euros par an. 3/ Un plan d'économies a été mis en œuvre comportant la fermeture des bureaux de Londres et de Tokyo, l'arrêt des subventions versées à certaines sections étrangères ou encore la réduction des charges de traduction. 4/ Enfin, le budget des programmes d'assistance aux journalistes et de soutien aux médias en difficulté a fortement augmenté, grâce notamment à deux programmes spécifiques menés avec la Commission européenne.

Répartition des charges en 2009



Les ressources propres de l'Organisation ont atteint 2 200 000 euros et représentent 58 % des ressources totales. Les ventes des trois albums photos publiés se sont établies à près de 171 000 exemplaires sur l'exercice 2009-2010 contre environ 156 000 exemplaires sur l'exercice précédent. Elles demeurent toujours fortement en retrait par rapport à celles de 2007 (255 000), 2006 (196 000) et 2005 (200 000). Les recettes publicitaires des albums sont en diminution du fait de la perte des insertions

Répartition des produits en 2009



financées par Sanofi Aventis mais aussi en raison de la crise affectant le marché publicitaire. Les espaces publicitaires offerts par de nombreux médias sont toujours traités en dehors du budget de l'association mais ils représentent un appui considérable et ont atteint 478 000 euros pour leur partie valorisable sur l'exercice 2009. Les charges ont été bien maîtrisées et sont soit en diminution, soit stables. La masse salariale globale représente 34 % des charges de l'association.

Les sentinelles de la planète

Après un premier rapport intitulé «*Journaliste environnementaliste, un combat périlleux*», Reporters sans frontières a mené une nouvelle enquête sur les dangers auxquels sont confrontés les reporters et les blogueurs qui s'intéressent à la déforestation et aux pollutions industrielles. Les exactions contre les journalistes s'intéressant aux dégradations de l'environnement ne cessent d'augmenter à travers le

monde. Grâce à son réseau de correspondants, Reporters sans frontières a collecté des informations sur des incidents en Indonésie, en Argentine, au Viêt-nam, au Salvador, au Gabon, en Inde, en Azerbaïdjan, en Chine ou encore au Maroc. Chaque fois, derrière les menaces, se cachent des entreprises, des mafias et des officiels corrompus par l'argent des mines et de l'exploitation forestière.

Déforestation, la «carotte et le bâton»

La déforestation des zones tropicales, qualifiée d'alarmante par les Nations unies, serait responsable d'au moins 18% des émissions de gaz à effet de serre. C'est l'une des causes majeures du réchauffement climatique et d'une dégradation durable de l'environnement dans des pays comme l'Indonésie, le Brésil, le Congo ou le Cambodge. L'exploitation forestière légale ou illégale est une source colossale de corruption des institutions locales. Un enjeu donc pour la presse. Si l'on constate une couverture médiatique de plus en plus fréquente de cette problématique, elle reste souvent cantonnée à une dénonciation assez générale du phénomène, sans que les responsabilités soient clairement établies.

L'Indonésie est la championne du monde de la déforestation, faisant de ce pays le troisième émetteur de gaz à effet de serre de la planète après les Etats-Unis et la Chine. Mais il est souvent difficile d'établir les responsabilités des entreprises, car ces dernières pratiquent les intimidations et la corruption. Des journalistes des provinces de

Sumatra, Jambi et Riau ont confirmé à Reporters sans frontières que les principales entreprises réussissaient à éliminer la plupart des articles critiques en exerçant des pressions et en offrant aux journalistes locaux des «enveloppes».

Dans la province de Jambi, en mars 2010, Muhammad Usman, reporter de la radio 68H, a été interpellé par des agents de sécurité du groupe Sinar Mas, lié notamment à Carrefour et Unilever, qui est connu pour intimider régulièrement la presse qui s'intéresse de trop près à ses activités. «*Je faisais une enquête de terrain sur la déforestation. Ils m'ont relâché rapidement après avoir saisi la carte mémoire de mon appareil d'enregistrement*», a expliqué Muhammad Usman à Reporters sans frontières.



Muhammad Usman

La «main invisible» des entreprises

Dans la province voisine de Riau où est notamment implantée la compagnie RAPP, une journaliste indienne et un reporter italien ont été arrêtés, en novembre 2009, alors qu'ils couvraient des activités de Greenpeace dans une concession de RAPP. L'influence de cette compagnie explique pourquoi la police s'est montrée très zélée pour expulser les deux reporters étrangers alors qu'ils disposaient d'une accréditation officielle.

Selon un responsable de l'organisation indonésienne Aliansi Jurnalis Indonesia, les entreprises telles que RAPP et Sinar Mas, liées à des multinationales américaines, européennes et chinoises, ont une «main invisible» dans de nombreux titres de la presse locale et nationale, notamment en achetant de l'espace publicitaire. C'est le seul moyen pour elles d'éviter que l'impact très négatif de leurs activités sur l'environnement soit trop souvent à la une des journaux.

L'offensive de Bolloré contre la presse

En 2009, des journalistes et la radio France Inter ont été visés par des plaintes déposées par le PDG du groupe Bolloré qui leur reproche des propos «diffamatoires» à propos des activités de ses filiales au Cameroun. Après Benoît Colombat, reporter de France Inter, c'est au tour d'Isabelle Alexandra Ricq,

journaliste indépendante, pour ses commentaires diffusés sur la radio publique à propos de son reportage dans une plantation de la société belge Socapalm, détenue à 40 % par le groupe Bolloré. «*J'ai recueilli de multiples témoignages des populations pygmées victimes de ces plantations qu'il me semblait important de révéler. J'ai constaté moi-même l'impact écologique de ces exploitations. Je n'ai fait que répondre aux questions d'une journaliste de France Inter sur ce que j'ai vu au Cameroun en mars 2009. Et je me retrouve devant les tribunaux*», explique Isabelle Alexandra Ricq. Les reporters français ont réuni des témoignages sur la pollution et les conditions de travail dans les plantations de palmiers à huile de Socapalm. Selon Isabelle, des habitants de villages voisins constatent des rejets massifs d'huiles dans les cours d'eau. Assez pour qu'ils en fassent des savons... Début mai, France Inter et Benoît Colombat ont été condamnés pour diffamation, mais à des amendes bien moins élevées que celles demandées par l'avocat de Bolloré.

Comme Reporters sans frontières l'affirmait dans un appel lancé lors de la conférence de Copenhague et signé par des dizaines d'organisations de journalistes : «*En ce qui concerne les défis du changement climatique, les médias aident à établir des diagnostics crédibles et indépendants sur la situation de la planète. Leurs analyses sont cruciales pour aider les décideurs à adopter des politiques et des règles qui permettront d'obtenir ce changement attendu.*»

Vincent Brossel

Au Maroc, la «mafia du cèdre»

Au Maroc, la «mafia du cèdre» est réputée pour ses méthodes d'intimidation à l'encontre de ceux qui seraient tentés d'exposer dans le détail l'exploitation abusive des forêts de cèdre dans l'Atlas oriental, au sud-est de Rabat.

Mohamed Attaoui, correspondant du quotidien Al-Monataf dans la région, en a fait l'amère expérience : comme ses articles sur le sujet gênaient, il a été accusé sans preuves, arrêté puis condamné, en mars 2010, à deux ans de prison ferme, pour avoir prétendument extorqué 90 euros. Quelques semaines plus tard, il a été libéré dans l'attente de son procès, suite aux pressions au Maroc et à l'étranger.

Depuis sa cellule de la prison de Meknès, Mohamed Attaoui avait expliqué à Reporters sans frontières qu'il attendait l'intervention en sa faveur du roi Mohammed VI dont la Fondation pour la protection de l'environnement se veut en pointe sur la lutte contre la déforestation.